

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

A R R Ê T

n° 236.901 du 22 décembre 2016

A. 218.292/XI-21.006

En cause : **VAN VINKENROIJE** Alexandre,
ayant élu domicile chez
Me M. ALIÉ, avocat,
rue de l'Aurore 10
1000 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le Ministre de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 février 2016 par Alexandre VAN VINKENROIJE (*VAN VINKEROIJE, selon la décision disciplinaire attaquée*) qui demande l'annulation de la décision du 1^{er} février 2016 adoptant une sanction disciplinaire de placement à l'isolement pour une durée de 21 jours, dont 7 jours avec sursis;

Vu l'arrêt n° 233.790 du 9 février 2016 ordonnant la suspension de l'exécution de cette décision;

Vu l'ordonnance du 8 mars 2016 accordant au requérant le bénéfice de la procédure gratuite dans la procédure en annulation;

Vu le mémoire ampliatif;

Vu le rapport de M. B. CUVELIER, premier auditeur chef de section au Conseil d'État;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu la demande de M. B. CUVELIER, premier auditeur chef de section, de mettre en œuvre la procédure organisée par l'article 14^{quinq} du règlement général de procédure;

Vu la lettre notifiée à la partie adverse le 18 novembre 2016, l'avisant que la chambre va statuer sur l'annulation de l'acte attaqué à moins qu'elle ne demande à être entendue;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, le 4 octobre 2016, la partie adverse a reçu le rapport de l'auditeur dans lequel l'annulation est proposée;

Considérant que l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'État dispose, en son § 3, que la section du contentieux administratif peut annuler l'acte ou le règlement si la partie adverse ou celui qui a intérêt au règlement du litige n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de trente jours à compter de la notification d'un tel rapport;

Considérant que la partie adverse n'a pas réagi dans le délai imparti; qu'elle n'a pas demandé à être entendue; que l'examen du dossier n'a pas fait apparaître d'éléments de nature à contredire la conclusion de l'auditeur; qu'il y a lieu de la suivre et d'annuler l'acte attaqué;

Considérant que la partie requérante demande, dans sa requête en annulation, que lui soit attribuée une indemnité de procédure de 700 euros; qu'il y a lieu de la lui accorder, celle-ci ayant obtenu gain de cause,

D É C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulée la décision du 1^{er} février 2016 adoptant à l'égard d'Alexandre VAN VINKENROIJE une sanction disciplinaire de placement à l'isolement pour une durée de 21 jours, dont 7 jours avec sursis.

Article 2.

La suspension ordonnée par l'arrêt n° 233.790 du 9 février 2016 est levée.

Article 3.

Une indemnité de procédure de 700 euros est attribuée à la partie requérante, à la charge de la partie adverse.

Les autres dépens, liquidés à la somme de 400 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre, le vingt-deux décembre deux mille seize par:

Mme C. DEBROUX,	président de chambre,
M. X. DUPONT,	greffier.

Le Greffier,	Le Président,
--------------	---------------

X. DUPONT	C. DEBROUX
-----------	------------